

Retrouver l'usage de la monnaie à des fins collectives

Jean-Marie Harribey

L'Humanité, 6 juin 2009

Devant l'énormité de la crise capitaliste qui sévit depuis deux ans, on pourrait être tenté de dire que la tâche est trop grande et, finalement, de renoncer devant ce qui pourrait s'apparenter au treizième des travaux d'Hercule : mettre fin à la logique du profit et de la concurrence en Europe et dans le monde. Ce faisant, on aurait tort, car il se pourrait bien que le maillon faible, celui qui a craqué et précipité le système dans la crise, soit aussi celui par lequel il faut prendre le problème.

La crise financière a éclaté parce que l'institution sociale appelée « monnaie » avait été quasiment privatisée, et cela sur deux plans. Parce que l'organe chargé d'en réguler l'émission, la Banque centrale européenne, n'était ni contrôlé par les pouvoirs publics, ni destiné à couvrir les besoins de la dépense publique. Et parce que, partout dans le monde, avec le soutien des principales banques centrales, l'émission de monnaie a été avant tout dirigée pour faciliter les restructurations capitalistes et satisfaire les appétits de la spéculation. La monnaie verrouillée, mise exclusivement au service du développement de la rente financière, que restait-il pour répondre aux besoins sociaux ? Rien, sauf des appels réitérés de la part des Greenspan et Trichet pour bloquer les salaires. Pendant ce temps, la machinerie forgée par la finance, libre de tout contrôle et gavée de profits, s'hypertrophiait jusqu'à son collapsus.

Aussi, et sans même attendre la mise en cause globale du capitalisme, il est possible d'enrayer la machine à fabriquer des crises et du marasme social. En commençant par placer sous propriété et contrôle publics les banques centrales et toutes les banques, pas seulement celles qu'il faut sauver de la faillite. De la sorte, tout mouvement de capital suspect d'évasion ou de fraude fiscales, ou bien générateur de destruction d'activités sans possibilité de reconversion, sera arrêté à temps. Sans contrôle public du secteur bancaire, tous les discours contre les paradis fiscaux se révéleraient velléitaires, et toutes les initiatives pour limiter la distribution de revenus faramineux seraient vouées à l'échec.

Une fois retrouvée la maîtrise de la monnaie, la deuxième étape consisterait à mettre en place des procédures financières saines : interdiction de la titrisation, des produits dérivés et des marchés de gré à gré non contrôlés, abolition des normes comptables calquées sur les cours de bourse. Dans un contexte où la finance serait mise au pas, la politique monétaire pourrait agir par le biais de bas taux d'intérêt pour les favoriser les investissements répondant aux exigences sociales et écologiques, et de taux d'intérêt très élevés pour décourager les opérations spéculatives. La taxation des transactions financières deviendrait enfin crédible et efficace et des négociations sérieuses, au sein de l'ONU, pourraient s'engager pour créer une vraie monnaie internationale.

Ces quelques principes sont simples, ils ne heurtent les intérêts que d'une minorité de privilégiés, qui ont, au cours du temps, accaparé richesse et pouvoirs. Retrouver l'usage de la monnaie à des fins collectives, voilà un objectif de portée à la fois politique et symbolique. Politique parce que, au moment où nous renouvelons le Parlement européen, c'est l'occasion de réaffirmer que c'est par le biais d'une monnaie que peuvent être organisés les services publics et la protection sociale payés par des prélèvements. Symbolique parce que la monnaie est toujours constitutive des sociétés et des rapports sociaux qui y dominent.